

La lutte contre la corruption en termes clairs



Remerciements:

TI souhaite remercier toutes les sections nationales, leurs membres et les partenaires qui ont participé à l'élaboration du présent guide. Après que l'idée de ce guide a été lancée au sein de TI, le travail a commencé en octobre 2008 lors d'une petite réunion qui s'est tenue avant la Conférence Internationale contre la Corruption (International Anti-Corruption Conference 'ACC') et a ensuite rapidement progressé. Les apports de Finn Heinrich, Christian Humborg, Pierre Landell Mills, Farzana Nawaz, Georg Neumann, Juanita Riaño, Bruno Speck, Codru Vrabî et Peter Wilkinson lors de la première session de travail ont été considérables et ont contribué à donner le ton des travaux réalisés par la suite sous la direction de Craig Fagan (TI).

TI tient particulièrement à remercier Amaya Gorostiaga, qui, à partir des ébauches initiales, a rédigé un excellent texte. Les contributions de Casey Kelso et le travail de mise en page de Renate Trowers ont également été extrêmement précieux.

Au cours du processus de rédaction du guide, l'apport des sections nationales de TI a été essentiel, et TI adresse ses remerciements aux sections du Bangladesh, du Kenya, du Liban, de Roumanie, de Corée du Sud et de Zambie, qui ont participé à l'élaboration du guide avec l'aide de parties prenantes locales (administration, parlement, entreprises, société civile et médias). Ce guide a été réalisé grâce à leurs contributions importantes et aussi grâce aux réclamations générales d'un outil pratique qui facilite le combat de TI contre la corruption, au niveau local et international

Avant-propos:

Même si le monde n'est pas délivré de la corruption, les choses ont toutefois beaucoup progressé depuis que Transparency International a commencé son combat contre la corruption il y a plus de 15 ans. La compréhension des méfaits de la corruption a fortement progressé, de même que la conscience de la nécessité de la prévenir, de la combattre et d'en limiter l'impact. Toutefois, la crise financière et économique de 2008-09 rappelle ce qui peut se passer lorsque la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption ne sont que des préoccupations secondaires, plutôt que des priorités qui guident l'action.

Développer une compréhension commune et disposer d'un langage commun aidera les acteurs du mouvement de lutte contre la corruption à faire en sorte que de tels abus et une telle crise ne se reproduisent pas à l'avenir. C'est dans cet esprit que le présent guide a été conçu : il s'agit de rendre compte de la signification des principaux concepts et de constituer pour TI et tous les acteurs engagés dans la lutte contre la corruption un outil qui leur permette de travailler plus efficacement avec leurs partenaires de l'administration, du secteur privé et des parties prenantes.

Introduction:

La corruption et ses effets constituent une préoccupation mondiale importante. Des modestes pots-de-vin versés à des officiers de police au Bangladesh au recel par les banques de sommes détournées, l'impact des abus commis au détriment des Etats et des citoyens est le même : l'affaiblissement de l'état de droit, la violation des droits, l'opacité des institutions, la perte de ressources publiques, et de l'intégrité nationale affaiblie.

Pour traiter efficacement ces problèmes, la lutte contre la corruption doit être conduite de manière volontaire et coordonnée par des partenaires qui agissent au niveau local, national et international et partagent le même utilisation et compréhension de la nomenclature.

C'est dans ce but qu'a été conçu ce premier guide de « La lutte contre la corruption en termes clairs ». Ce Guide offre des définitions standard et faciles à comprendre, complétées d'exemples concrets montrant de quelle manière TI envisage les sujets abordés. Des liens pertinents sont proposés aux lecteurs qui souhaiterait entreprendre des recherches supplémentaires.

L'objectif est de clarifier les termes qu'utilisent les acteurs de la lutte contre la corruption le plus fréquemment ainsi que ceux qui renvoient à des enjeux émergents. Les termes répertoriés dans le guide ont été sélectionnés en fonction de leur fréquence d'utilisation au sein de différents forums, dans le secteur public et le secteur privé. Chaque définition vise à stimuler un débat sur le moyen de lutter contre la corruption entre universitaires, hommes d'affaires, administrations, parlementaires, ONG, médias et institutions internationales actives dans le domaine du développement.

Le guide, les termes sélectionnés et leurs définitions sont basés sur l'expérience des 90 sections nationales de TI. Il reflète les larges consultations organisées au niveau local avec diverses parties prenantes pour dresser une liste de termes et parvenir à des définitions compréhensibles par des lecteurs dont la langue et les références diffèrent. Un nombre des termes retenus recouvrent des notions en constante évolution : le mouvement de lutte contre la corruption cherche en permanence à mieux comprendre le sens de termes tels que « gouvernance », « société civile » ou même « corruption ».

Le présent guide constituera une base de discussion, à mesure que nous avançons, où nous développerons et approfondirons nos connaissances. C'est un ouvrage en évolution, qui a vocation être débattu, développé et mis à jour au fur et à mesure. Nous espérons que vous continuerez à nous aider.

Liste des termes

Accès à l'information
Responsabilité
Recouvrement des Avoirs
Audit
Pot-de-vin
Société Civile
Clientélisme
Code de Conduite
Collusion
Conformité
Conflit d'intérêt
Convention
Gouvernance d'entreprise
Corruption
Procédures d'exclusion
Divulgateion / Communication
Détournement
Code de déontologie
Extorsion
Païement de facilitation
Fraude
Gouvernance
Grande corruption
Intégrité
Lobbying
Blanchiment d'argent
Système nationaux d'intégrité
Népotisme
Centres financiers offshore
Contrôle
Pactes
Clientélisme
Petite corruption
Contribution politique
Corruption politique
Volonté politique
Secteur privé
Procédures de passation de marchés publics ou privés
Secteur public
Pantouflage
État de droit
Corruption passive ou Sollicitation
Captation de l'État
Transparence
Lanceur d'alerte / « Whistleblower »

Accès à l'information

Définition

Le droit des citoyens – résultant le plus souvent des textes de lois ou règlements organisant la liberté d'accès à l'information – d'avoir accès aux informations essentielles produites ou détenues par l'administration et les institutions publiques ; notamment les budgets, autorisations et évaluations (les citoyens peuvent toutefois demander la divulgation de toute sorte de documents).¹

Exemple concret

La loi canadienne sur l'accès à l'information permet aux citoyens, en formulant une demande en ligne, d'avoir accès aux documents des institutions fédérales,² à l'exception de ceux qui contiennent des informations susceptibles de menacer la sécurité ou de porter préjudice à des intérêts économiques ou à la conduite des affaires intérieures ou internationales.

Liens pertinents

— Campagne Article 19 pour la liberté d'expression.

www.article19.org/work/index.html

— Echange International pour la liberté d'expression.

www.ifex.org

— PNUD Guide pratique sur le Droit à l'information.

www.undp.org/governance/docs/A2I_Guides_RighttoInformation.pdf

Responsabilité

Définition

Le principe selon lequel les personnes physiques et entités (institutions publiques, entreprises ou ONG) doivent être tenues responsables du bon usage des pouvoirs qui leur ont été conférés.³

On distingue en théorie, trois formes de responsabilité: **diagonale**, **horizontale** et **verticale**. Les exemples suivants s'appliquent au secteur public.

La **responsabilité diagonale** s'exerce lorsque les citoyens utilisent les institutions publiques pour mieux appréhender l'activité du gouvernement et participent de ce fait plus activement à la détermination des politiques publiques, du budget, et au contrôle des dépenses et autres activités de l'administration.

La **responsabilité horizontale** soumet les responsables publics à des limites et des contrôles exercés par d'autres administrations ou institutions gouvernementales (c'est à dire les tribunaux, le médiateur, les agences d'audit, les banques centrales) qui peuvent les mettre en cause ou les sanctionner s'ils ont fait mauvais usage des pouvoirs qui leur sont conférés.

La **responsabilité verticale** rend un responsable politique responsable vis à vis de l'électorat et des citoyens (à travers les élections, l'existence d'une presse libre ou d'une société civile active).

Exemple concret

Au Costa Rica, l'existence de trois branches du pouvoir étatique (exécutif, législatif et judiciaire) ainsi que de deux institutions autonomes dotées d'un pouvoir équivalent (chargées du contrôle des élections et de l'audit) institue une responsabilité horizontale et une séparation des pouvoirs entre les différentes administrations publiques, qui ont la capacité constitutionnelle de s'opposer si nécessaire [aux décisions prises] par une autre administration.

Liens pertinents

— Responsabilité.

www.accountability21.net/

— International Budget Partnership.

www.internationalbudget.org/

— National Endowment for Democracy, Institutionnaliser la Responsabilité Horizontale Accountability.

www.ned.org/forum/reports/accountability/report.html.

Recouvrement des avoirs

Définition

La procédure légale permettant à un Etat ou à ses citoyens de récupérer des avoirs détournés par des gouvernements corrompus, leurs familles et leurs alliés politiques ou par des entités ou personne physiques de nationalité étrangère.⁴

Exemple concret

En février 2009, les tribunaux suisses ont décidé de faire rapatrier au profit de l'État haïtien une somme de USD 6 million, qui auraient été détournée par Jean-Claude Duvalier, ancien président d'Haïti, qu'il détenait dans des banques suisses, ce dernier n'ayant pu établir qu'il avait acquis ces fonds de manière licite.⁵

Liens pertinents

— The Camden Assets Recovery Inter-Agency Network (CARIN).
www.europol.europa.eu/publications/Camden_Assets_Recovery_Inter-Agency_Network/CARIN_Europol.pdf

— Centre International pour la récupération des Avoirs, 'Basel Institute on Governance'.
www.baselgovernance.org/icar/

— Groupe de travail International ouvert sur la Récupération des Avoirs.
www.unodc.org/unodc/en/treaties/CAC/working-group2.html

— Banque Mondiale : initiative pour la Récupération des Avoirs volés (Stolen Asset Recovery (StAR) Initiative).
<http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/Star-rep-full.pdf>

Audit

Définition

Un audit est un examen formel – interne ou externe – des comptes, des procédures, du fonctionnement et de l'efficacité d'une organisation, en vue d'évaluer de manière indépendante et crédible sa conformité aux lois, règlements et procédures applicables.⁶

Exemple concret

En Indonésie, l'Agence Nationale d'Audit a révélé qu'il manquait USD 40 millions des fonds d'urgence reçus après le tsunami et dévoilé l'existence d'irrégularités massives dans leur utilisation, notamment le fait que l'essentiel des ressources acquises avec ces fonds sont restés inutilisés, et que de nombreux achats ont été réalisés longtemps après la fin de la période d'urgence.⁷ Des audits communautaires ont également été conduits par les villages indonésiens bénéficiaires des fonds d'urgence, à l'occasion desquels les citoyens ont contrôlé la réalité de l'aide apportée.

Liens pertinents

— Institut des Auditeurs Internes (IIA).
www.theiiaa.org

— INTOSAI (Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques).
www.intosai.org/en/portal/

— ISSAI (International Standards of Supreme Audit Institutions).
www.issai.org/composite-347.htm

— PEFA (Dépenses Publiques et Responsabilité Financière).
www.pefa.org/

Pot-de-vin

Définition

Un pot-de-vin consiste à promettre d'offrir, offrir, accepter ou solliciter un avantage quelconque (argent, service, ou toute autre contrepartie) dans le but d'obtenir que le bénéficiaire de cet avantage agisse de manière illégale ou contraire à l'éthique. L'avantage offert ou reçu peut être un cadeau, un prêt, des honoraires ou tout avantage en termes d'impôts, de service, de dons, etc.⁸

Exemple concret

Au Guatemala, plus de 15 % des personnes interrogées à l'occasion d'une enquête conduite auprès des ménages ont déclaré avoir dû verser des pots-de-vin pour obtenir leur branchement au réseau d'adduction ou d'assainissement de l'eau.⁹ Au Bangladesh, 64,5% des personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient dû verser des pots-de-vin à l'occasion de leurs relations avec la police ou la justice. On estime que le paiement de pots-de-vin aux administrations représente 3,84 % du PIB du pays.¹⁰

Liens pertinents

— Convention de l'OCDE contre la corruption.

www.oecd.org/departement/0,3355,en_2649_34859_1_1_1_1_1,00.html

— Transparency International : liste des Entreprises versant des pots de vin.

www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/bpi

— Transparency International : Charte des Entreprises pour combattre la corruption.

www.transparency.org/global_priorities/private_sector/business_principles

Société civile

Définition

La société civile est constituée de groupes – constitués hors des cercles familiaux, de l'État et des entreprises privées – réunis pour défendre des intérêts communs. La société civile est plus large que les seules ONG, incluant également les groupes bénévoles ou constitués au niveau communautaire, les syndicats et les organisations confessionnelles.¹¹

Exemple concret

Une étude de la société civile au Mali montre qu'au niveau des citoyens de base, il existe de nombreux groupes, tels que les associations de parents d'élèves, les comités de communautés pour la santé et les associations de femmes, qui se sont formés pour défendre les intérêts de leurs membres vis-à-vis des services publics. Au niveau national, d'autres groupes, tels ceux rassemblant les journalistes se sont également formés, notamment pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il traite de manière plus efficace les questions de corruption et de pauvreté.¹²

Liens pertinents

— Civicus.

www.civicus.org

— BBC World Service: Société Civile: La troisième voie.

http://news.bbc.co.uk/2/hi/special_report/1999/02/99/e—cyclopedia/1156120.stm,

— Commission Européenne: Justice et Affaires Intérieures – Glossaire de la Liberté de la Sécurité et de la Justice.

http://ec.europa.eu/justice_home/glossary/glossary_c_en.htm.

— Service de Liaison des Nations Unies avec les ONG.

www.un-ngls.org.

— Banque Mondiale: Société Civile.

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/CSO/0,,pagePK:220469~theSitePK:228717,00.html>.

Clientélisme

Définition

Il s'agit d'échanges mutuels et inégaux de biens et de services entre des 'patrons' plus riches et/ou puissants exploitant des 'clients' moins riches et/ou puissants.¹³

Exemple concret

Au Mexique, les caciques ou notables locaux mettent à disposition des paysans des pièces de terre, des prêts, et assurent leur sécurité et des débouchés pour leurs récoltes, en échange de leur vote et de leur soutien, n'hésitant pas à recourir à la violence pour renforcer leur pouvoir.

Liens pertinents

— USAID: Clientélisme, Patrimoine et Gouvernance Démocratique – Vue d'ensemble /Cadre pour l'évaluation et la définition de programmes.

http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnacr426.pdf

— Documents de Recherche de la Banque Mondiale : Démocratie, Crédibilité et Clientélisme.

www-

[Owds.worldbank.org/external/default/WDSCContentServer/IW3P/IB/2005/02/02/000009486_20050202165259/Rendered/PDF/wps3472.pdf](http://owds.worldbank.org/external/default/WDSCContentServer/IW3P/IB/2005/02/02/000009486_20050202165259/Rendered/PDF/wps3472.pdf)

Code de conduite

Définition

Un code de conduite définit les principes et valeurs qui fondent les normes de comportement des administrations, organisations, entreprises, groupes ou personnes physiques. Un code de conduite définit les règles minimales à respecter et les mesures disciplinaires applicables.¹⁴

Exemple concret

L'État Fédéral du Nigeria a adopté un code de conduite pour les ministres et les conseillers spéciaux afin que les actions et le comportement des fonctionnaires engagés dans la conduite des affaires publiques soient conformes aux standards les plus exigeants en matière d'intégrité et de responsabilité.¹⁵

Liens pertinents

— Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportations d'armes.

www.consilium.eu.int/uedocs/cmsUpload/08675r2en8.pdf

— Code International de Conduite des fonctionnaires des Nations-Unies.

www.un.org/documents/ga/res/51/a51r059.htm

— Banque Mondiale: Renforcer l'Intégrité de la Justice – Exemples de Codes de Conduite.

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTLAWJUSTINST/0,,contentMDK:20756643~menuPK:2036129~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:1974062,00.html>

Collusion

Définition

Un accord secret entre des parties appartenant au secteur public et/ou au secteur privé, conclu dans le but de commettre une fraude et de réaliser des gains illicites.¹⁶ Les parties impliquées dans de tels accords sont souvent désignées comme des 'cartels'.

Exemple concret

L'administration ghanéenne a été accusée de collusion avec des sociétés d'exploitation forestière, permettant à ces dernières de conduire leurs activités sans se soumettre aux procédures d'autorisation et aux standards de certification en vigueur. De ce fait, les ONG estiment que sur 600 concessions d'exploitation forestière concédées dans le pays, seules 5 sont légales.¹⁷

Liens pertinents

— Banque Européenne d'Investissement: Politique de lutte contre la fraude.
www.eib.org/attachments/strategies/anti_fraud_policy_20080408_en.pdf.

— OCDE: Glossaire des termes statistiques.
<http://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=3159>.

— US Département Américain de la Justice: Manuel Antitrust.
www.usdoj.gov/atr/public/guidelines/211578.htm.

Conformité

Définition

La notion de conformité renvoie aux procédures, systèmes ou services mis en place par les administrations ou entreprises privées pour s'assurer que toutes leurs activités juridiques, financières ou opérationnelles sont conformes à l'ensemble des règles et normes applicables.¹⁸

Exemple concret

Au Bhutan, les fonctionnaires qui ne se conforment pas aux dispositions de l'arrêt anti-corruption de 2006, en vertu desquelles ils doivent déclarer l'ensemble de leur patrimoine (actif et passif), sont passibles de peines d'amendes définies par le code pénal en vigueur.¹⁹

Liens pertinents

— Compliance Week.

www.complianceweek.com/

— Ernst & Young: Corruption ou Conformité, Bilan des Coûts et Avantages, 10ème Enquête Mondiale sur la Fraude

[www.ey.com/Global/assets.nsf/International/FIDS_Corruption_or_compliance_weighing_the_costs/\\$file/Corruption_or_compliance_weighing_the_costs.pdf](http://www.ey.com/Global/assets.nsf/International/FIDS_Corruption_or_compliance_weighing_the_costs/$file/Corruption_or_compliance_weighing_the_costs.pdf)

— GTZ: Une comparaison des revues de conformité sur la base de la Convention des NU contre la corruption.

www.igac.net/pdf/publications_gtz_compliance.pdf

Conflit d'intérêt

Définition

Un conflit d'intérêt intervient lorsqu'une personne physique ou morale (qu'il s'agisse d'une administration, d'une entreprise, d'un media ou d'une ONG) doit choisir entre le respect de ses devoirs professionnels et ses intérêts privés.²⁰

Exemple concret

En Bosnie-Herzégovine, la loi sur les conflits d'intérêts interdit aux élus, aux responsables publics et aux conseils de l'État d'exercer certaines activités qui peuvent permettre un enrichissement privé. Cela comprend le fait de promettre un emploi, d'accorder des privilèges en fonction de l'appartenance à un parti politique, de faire des cadeaux ou de communiquer des informations privilégiées relatives à l'activité de l'État.²¹

Liens pertinents

— Centre pour la responsabilité politique.

www.opensecrets.org/

— Conflits d'Intérêts : Municipalité de New York.

www.nyc.gov/html/conflicts/html/home/home.shtml

— CorpWatch.

www.corpwatch.org/

— OCDE : Code de conduite pour la gestion des conflits d'intérêts dans l'administration.

www.oecd.org/dataoecd/18/35/39691164.pdf

Convention

Définition

Une convention est un accord international ou régional conclu entre plusieurs Etats, qui l'ont signé ou formellement ratifié, comprenant des dispositions relatives à des questions internationales par nature et exigeant une approche commune et une coopération multilatérale efficace.²²

Exemple concret

Avec 140 gouvernements signataires, la Convention des Nations-Unies contre la Corruption est la première convention internationale juridiquement contraignante qui oblige les pays signataires à adopter des réformes de grande ampleur, définit une approche commune et permet une coopération internationale en vue de combattre la corruption. Les autres accords internationaux en matière de corruption sont la Convention de l'OCDE contre la corruption, la Convention de l'Union Africaine pour la Prévention et la Lutte contre la Corruption et la Convention Interaméricaine contre la Corruption.

Liens pertinents

— Interpol: Conventions relatives à la lutte contre la corruption.

www.interpol.int/Public/Corruption/Conventions/default.asp

— Transparency International: Conventions contre la corruption et autres accords internationaux.

www.transparency.org/global_priorities/international_conventions

— U4 Anti-Corruption Resource Centre: Anti Conventions contre la corruption – Une vue d'ensemble.

www.u4.no/themes/conventions/intro.cfm

— Forum britannique contre la corruption.

www.anticorruptionforum.org.uk/acf/fs/resources/instruments/

Gouvernance d'entreprise

Définition

La gouvernance d'entreprise désigne les procédures et règles applicables en matière de direction, gestion et contrôle des entreprises privées. La notion de gouvernance renvoie notamment aux relations établies entre les différentes parties prenantes (conseil d'administration, management, actionnaires et autres parties intéressées) et à leurs responsabilités et attentes légitimes respectives.²³

Exemple concret

Le Conseil d'administration de General Electric (GE) supervise de quelle manière le management sert les intérêts des actionnaires et des autres parties prenantes sur de nombreux aspects de la gouvernance d'entreprise. Le Conseil d'administration reçoit des rapports consacrés au contrôle de la société, au respect des règles (compliance), aux litiges, et à la gestion des risques environnementaux.

Liens pertinents

— Institut Européen pour la gouvernance d'entreprise.

www.ecgi.org/

— Global Compact: Les entreprises contre la Corruption.

www.unglobalcompact.org/docs/issues_doc/7.7/BACbookFINAL.pdf

— Global Corporate Governance Forum.

www.gcgf.org/

— International Corporate Governance Network.

www.icgn.org/

— OCDE : Principes pour la gouvernance d'entreprise.

www.oecd.org/DATAOCDE/32/18/31557724.pdf

Corruption

Définition

La corruption consiste à abuser des responsabilités conférées pour s'enrichir personnellement. On qualifie la corruption de grande, petite ou politique selon les montants en cause et le secteur concerné (cf. '[grande corruption](#)', '[petite corruption](#)' et '[corruption politique](#)').²⁴

Exemple concret

Selon une enquête nationale conduite en Inde, plus de 70% des familles vivant en dessous du seuil de pauvreté, indiquent avoir payé un pot-de-vin aux fonctionnaires de la police de la justice ou aux responsables locaux des services du logement.²⁵

Liens pertinents

— Banque Asiatique de développement : Politiques et Stratégies Anti-corruption
www.adb.org/Documents/Policies/Anticorruption/anticorrupt300.asp?p=policies

— OCDE: Corruption : Glossaire des Règles pénales Internationales.
www.oecd.org/document/2/0,3343,en_2649_34857_40460290_1_1_1_1,00.html

— Banque Mondiale : Aider les Etats à combattre la Corruption.
www1.worldbank.org/publicsector/anticorrupt/corruptn/cor02.htm

Procédures d'exclusion

Définition

Les procédures d'exclusion visent à interdire à certaines entreprises de participer à un projet ou un appel d'offres. Les États ou les organisations internationales utilisent ces procédures comme un outil permettant de sanctionner publiquement des sociétés, des ONG ou des individus reconnus responsables d'avoir commis des actes illicites ou contraires à l'éthique.²⁶

Exemple concret

La société allemande, Lahmeyer International, et la société canadienne, Acres International, ont fait l'objet d'une décision d'exclusion prise par la Banque Mondiale en 2004 et 2006 respectivement, après que les tribunaux du Lesotho aient jugé que ces deux sociétés étaient coupables, d'avoir corrompu des fonctionnaires pour remporter un projet de plusieurs milliards de dollars dans le domaine de la fourniture d'eau (le Lesotho Highlands Water Project). De ce fait, Lahmeyer International et Acres International ne pourront conclure aucun contrat avec la Banque Mondiale pour des périodes de sept ans et de trois ans respectivement.

Liens pertinents

— TI : Recommandations pour les procédures d'exclusion de l'UE.

www.transparency.org/content/download/5661/32802/file/TI_EU_Debarrment_Recommendations_06—03—28.pdf

— U4 Anti-Corruption Resource Centre : Les procédures d'exclusion comme outil de lutte contre la corruption.

www.u4.no/themes/debarment/main.cfm

— Forum britannique contre la corruption : pour des procédures d'exclusion justes et efficaces.

www.anticorruptionforum.org.uk/acf/fs/groups/fair_efficient.pdf

— Banque mondiale : Liste des entreprises inéligibles.

www.worldbank.org/debarr

— Banque mondiale : Comité des sanctions - Rapport relatif aux procédures d'exclusion de la Banque mondiale.

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/PROJECTS/PROCUREMENT/0,,contentMDK:50002288~pagePK:84271~piPK:84287~theSitePK:84266,00.html>

Divulcation/Communication

Définition

La divulgation consiste pour un responsable public, une entreprise, ou une organisation, à communiquer les informations qui doivent être rendues publiques conformément aux règles légales applicables ou aux exigences de la bonne foi. Les informations qui doivent être rendues publiques peuvent notamment concerner le patrimoine d'un candidat à une élection, le rapport financier d'une entreprise, la liste des donateurs d'une ONG ou les accusations d'un lanceur d'alerte.²⁷

Exemple concret

Après un scandale mettant en cause les pratiques de lobbying aux Etats-Unis, 51 entreprises – notamment American Express, Chevron, General Electric et Merck – ont décidé d'adopter des règles par lesquelles elles s'obligent à divulguer la totalité des donations effectuées au profit de partis politiques, que ce soit au niveau fédéral ou au niveau des Etats.²⁸

Liens pertinents

— Chambre de commerce internationale : Commission Anti-Corruption. Combattre l'extorsion et la corruption ; Règles de conduite et recommandations.

www.iccwbo.org/uploadedFiles/ICC/policy/anticorruption/Statements/ICC_Rules_of_Conduct_and_Recommendations%202005%20Revision.pdf.

— Société financière internationale : Politique de communication.

www.ifc.org/ifcext/disclosure.nsf/Content/Disclosure_Policy.

— Shell : Politique de communication financière.

www.shell.com/home/content/om-en/about_shell/our_performance/financial_disclosure/financial_disclosure_1512.html.

— U4 Anti-Corruption Resource Centre: Enquête - Corruption, financement des partis politiques et campagnes électorales

www.u4.no/helpdesk/helpdesk/queries/query8.cfm.

— Banque mondiale: Glossaire / Divulcation.

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/PROJECTS/INFORMATIONDISCLOSURE/0,,menuPK:199023~pagePK:213743~piPK:213746~theSitePK:222993,00.html>.

Détournement

Définition

Un acte de détournement est constitué lorsqu'une personne ayant accès à des fonds ou des actifs, du fait de sa position officielle au sein d'une administration, d'une entreprise ou d'une organisation, les utilise illégalement à des fins d'enrichissement personnel ou dans tout autre but illicite.²⁹

Exemple concret

En 2007, Chung Mong Koo, ancien PDG de Hyundai Motors Co., a été jugé coupable d'avoir détourné USD 110 millions appartenant à l'entreprise, une partie des ces fonds aurait été versée à des responsables publics et à des hommes politiques.³⁰

Liens pertinents

— Rapport 2004 de TI sur la corruption – la corruption politique.

www.transparency.org/publications/gcr/download_gcr/download_gcr_2004

— U4 Anti-Corruption Resource Centre: détournement de subventions destinées au secteur de la santé.

www.cmi.no/publications/file/?3031=embezzlement-of-donor-funding-in-health-projects

Code de déontologie

Définition:

Un ensemble de règles fondées sur des valeurs fondamentales et destinées à guider les décisions et les actions des membres d'une collectivité (administration, entreprise ou organisation).³¹

Exemple concret

Le ministre d'État turc, Hayati Yazici, a affirmé que le fait que la Turquie ne soit pas parvenue à combattre efficacement la corruption et à sanctionner effectivement les actes de corruption a modifié les conceptions éthiques de la population, qui considère que les individus corrompus profitent impunément de leurs agissements illicites.³²

Liens pertinents

— Institut des auditeurs internes : Code d'Ethique.

www.theiia.org/

— Sarbanes-Oxley Act (2002) : Section 406 - Code d'Ethique.

www.sec.gov/news/press/2002—150.htm

— Society of Corporate Compliance and Ethics.

www.corporatecompliance.org/

— U4 Anti-Corruption Resource Centre : la Corruption et ses remèdes: Ethique des entreprises.

www.u4.no/helpdesk/faq/faqs3d.cfm#7.

— Banque mondiale : Les entreprises et l'Indice d'Ethique.

www.worldbank.org/wbi/governance/pubs/gcr2004.html

Extorsion

Définition

L'extorsion est l'acte d'utiliser, directement ou indirectement, sa position de force ou ses connaissances pour obtenir, sous la menace de l'argent ou le soutien des personnes ainsi menacées.³³

Exemple concret

Un individu appartenant au mouvement des Tigres Tamouls a été extradé du Canada après avoir été reconnu coupable d'avoir eu recours à des menaces et de la violence. Il avait extorqué de l'argent auprès des membres de la diaspora tamoule au Canada, afin de soutenir le mouvement de lutte armée contre l'État Sri Lankais. Certaines des victimes avaient été forcées d'hypothéquer leur habitation ou de jeûner pour payer les sommes exigées.

Liens pertinents

— Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) : fraude et corruption : définitions.

www.ebrd.com/about/integrity/fraud.htm

— Chambre de commerce internationale : combattre l'extorsion et la corruption.

www.iccwbo.org/uploadedFiles/ICC/policy/anticorruption/Statements/ICC_Rules_of_Conduct_and_Recommendations%202005%20Revision.pdf

Païement de facilitation

Définition

Un paiement de facilitation est un petit pot-de-vin payé pour s'assurer qu'un acte ou un service dont l'auteur du paiement est déjà en droit de bénéficier (conformément à la loi ou à tout autre titre) sera effectivement ou plus rapidement accompli.³⁴

Exemple concret

En 2008, le Bureau d'enquête et de surveillance d'Arabie Saoudite a jugé huit fonctionnaires du Ministère de la santé coupables d'avoir reçu des pots-de-vin versés dans le but de faciliter l'obtention des licences nécessaires pour ouvrir de nouvelles pharmacies. Les investisseurs ont indiqué que le service responsable de la délivrance des licences avait volontairement retardé l'examen des dossiers, les forçant ainsi à payer pour faire aboutir la procédure.³⁵

Liens pertinents

— Institut de Bâle sur la gouvernance : paiements de facilitation.

www.baselgovernance.org/fileadmin/docs/pdfs/Events/OHADA_Grobety_EN.pdf

— Ethical Corporation : paiements de facilitation.

www.ethicalcorp.com/content.asp?ContentID=4471&rss=43.xml

— Convention de l'OCDE contre la corruption.

www.oecd.org/document/20/0,2340,en_2649_34859_2017813_1_1_1_1,00.html

— United States Foreign Corrupt Practices Act (FCPA).

www.usdoj.gov/criminal/fraud/fcpa/

Fraude

Définition

La fraude consiste à tromper intentionnellement autrui, dans le but d'en retirer un gain illicite ou injuste (financier politique ou autre). La fraude constitue une violation des règles civiles ou des règles pénales, selon les cas.³⁶

Exemple concret

Au cours des élections présidentielles en Ukraine en 2004, les allégations de fraude électorale (c'est à dire le trucage des bulletins et intimidation des électeurs) ont conduit à l'annulation de l'élection, et à la tenue d'un nouveau tour, à l'issue duquel les superviseurs indépendants ont déclaré élu le leader de l'opposition Viktor Yushchenko.

Liens pertinents

—— National Democratic Institute : la surveillance des élections.
www.ndi.org/globalp/elections/programselc/manuals.asp

—— Commission électorale du Royaume-Uni.
www.electoralcommission.org.uk/

—— UK Serious Fraud Office.
www.sfo.gov.uk/

Gouvernance

Définition

La gouvernance est une notion plus large que celle d'administration, et vise plus particulièrement les relations entre les responsables politiques, les institutions publiques, et les citoyens ainsi que les processus de prise de décisions et de mise en œuvre des politiques. Le terme peut également s'appliquer aux entreprises et aux ONG.³⁷

La bonne gouvernance désigne un fonctionnement participatif, transparent, efficace, ouvert, évitant toute exclusion, respectueux du droit et minimisant les risques de corruption.

Exemple concret

En 2002, le parlement du Népal a adopté quatre lois anticorruption pour renforcer le cadre législatif nécessaire à la mise en œuvre des mesures de lutte contre la corruption. Les lois ont établi un organisme, placé sous l'autorité du Premier Ministre, chargé de coordonner les actions de lutte contre la corruption et de sensibiliser l'opinion public. De plus, tous les fonctionnaires auront désormais l'obligation de remettre des documents justifiant leur situation patrimoniale.³⁸

Liens pertinents

— Freedom House.

www.freedomhouse.org/

— Indice Ibrahim de la gouvernance africaine.

www.moibrahimfoundation.org/the-index.asp

— Indice International 2008 du droit de propriété.

www.internationalpropertyrightsindex.org/

— UNESCAP: Qu'est ce que la bonne gouvernance ?

www.unescap.org/pdd/prs/ProjectActivities/Ongoing/gg/governance.asp

— Banque mondiale : Questions de gouvernance 2008.

<http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.asp>

Grande corruption

Définition

La grande corruption implique des responsables publics de haut rang et a pour conséquence d'infléchir les décisions politiques ou le fonctionnement de l'État dans un sens favorable aux intérêts privés des responsables politiques au détriment de l'intérêt général. Cf. 'corruption', 'petite corruption', and 'corruption politique'.³⁹

Exemples concrets

Au Kenya, le scandale Anglo Leasing qui a éclaté en 2002, a impliqué 18 cas de corruption affectant la fourniture de biens et services à l'administration dans le domaine de la sécurité. Un grand nombre des entreprises qui avaient remporté des contrats étaient fictives ou surfacturaient le gouvernement Kenyan pour des biens et services qui étaient souvent inexistantes. Au total, la fraude pourrait avoir coûté près d'1 Md USD à l'État.

En 1996, deux anciens présidents de la Corée du Sud, Roh Tae-woo et Chun Doo-hwan, ont été reconnus coupables dans des affaires de corruption manifestant leurs liens avec les *chaebols* (grandes entreprises à capitaux familiaux bénéficiant de liens étroits avec les responsables politiques). Ces derniers ont versé de fortes sommes d'argent à des responsables politiques afin d'obtenir des décisions à leur avantage.

Liens pertinents

— CIPE : Le coût de la grande corruption.
www.cipe.org/publications/ert/e22/E22_05.pdf

— U4 Anti-Corruption Resource Centre: la grande corruption et la réglementation des marchés pétroliers.
www.cmi.no/publications/publication/?3034=grand-corruption-in-the-regulation-of-oil

— Water Integrity Network : Lesotho - Un Précédent en matière de poursuite des actes de grande corruption commis par des firmes multinationales.
www.waterintegritynetwork.net/content/download/4128/77172/file/5_BestPract_LHWP_Le_lesotho.pdf

Intégrité

Définition

Qu'il s'agisse de personnes physiques ou d'institutions, l'intégrité désigne un comportement et des actes conformes à un ensemble de principes éthiques et moraux, qui font obstacle à la corruption. Cf 'Ethique'.⁴⁰

Exemple concret

Conformément à la constitution du pays, la Commission pour l'intégrité de Trinidad et Tobago a pour mission de veiller à ce que tous les fonctionnaires respectent les lois et règles en vigueur. La Commission est également chargée de revoir les pratiques et procédures des institutions publiques et de contrôler la remise des déclarations des responsables publics (revenues et patrimoine).⁴¹

TI-Bangladesh est parvenu à améliorer de manière significative la qualité et l'intégrité des services publics au niveau local, au moyen du concept des 'îlots d'intégrité', mécanismes de contrôle organisés au niveau de la communauté qui couvrent les domaines de la santé, de l'éducation et de l'administration des terres.

Liens pertinents

— Global Integrity : Rapport.

<http://report.globalintegrity.org/>

— TIRI : Promouvoir l'intégrité.

www.tiri.org/index.php?option=com_content&task=view&id=170&Itemid=118

— Transparency International : la démarche des Systèmes nationaux d'intégrité.

www.transparency.org/policy_research/nis

— Water Integrity Network.

www.waterintegritynetwork.net/

Lobbying

Définition

Le terme de lobbying désigne les actions menées pour exercer une influence sur les décisions prises par les autorités publiques ou toute institution dans le but de favoriser une cause particulière ou d'obtenir un résultat spécifique. Même lorsqu'elles sont autorisées par la loi, ces activités sont susceptibles, lorsque l'influence exercée est excessive, de fausser le fonctionnement normal des institutions.⁴²

Exemple concret

Aux États-Unis, les dépenses de lobbying ont plus que doublé au cours des dix dernières années pour atteindre USD 2,8 milliards en 2007, tandis que l'on dénombrait en 2008 le chiffre record de 16.000 lobbyistes. L'industrie pharmaceutique constitue aux États-Unis un des principaux groupes de pression. Ses dépenses de lobbying ont notamment abouti à faire obstacle à tout système de régulation des prix, à limiter les importations de médicaments en provenance de pays qui limitent les prix pharmaceutiques, et à inciter la Food and Drug Administration à adopter des mesures favorables aux entreprises du secteur.

Liens pertinents

— Alliance pour la transparence des activités de lobbying et une régulation éthique.
www.alter-eu.org/

— Centre pour l'intégrité publique : LobbyWatch.
www.publicintegrity.org/projects/entry/290/

— Open Secrets.
www.opensecrets.org/lobbyists/

Blanchiment d'argent

Définition

Le blanchiment d'argent désigne les procédés permettant de cacher l'origine, les détenteurs ou la destination de fonds provenant d'activités illicites en les réinjectant dans le circuit économique officiel.⁴³

Exemple concret

La plus vaste opération de blanchiment d'Europe a été mise à jour en Espagne où un réseau international a été accusé en 2005 d'avoir procédé au blanchiment de EUR 250 millions (provenant du trafic de drogue, de la prostitution, du commerce international de drogue et d'armement, du kidnapping, du chantage et de la fraude fiscale) placés dans des opérations immobilières sur la Costa del Sol.

Liens pertinents

— Groupe Blanchiment Asie Pacifique.
www.apgml.org/

— ESAAMLG (Groupe Anti Blanchiment pour l'Afrique de l'Est et du Sud /Eastern and Southern Africa Anti-Money Laundering Group).
www.esaamlg.org/

— Union Européenne: Liberté, sécurité et Justice : le blanchiment d'argent.
http://ec.europa.eu/justice_home/fsj/crime/laundering/fsj_crime_laundering_en.htm.

— Financial Action Task Force (FATF).
www.fatf-gafi.org/pages/0,3417,en_32250379_32235720_1_1_1_1_1,00.html

— IMoLIN (Réseau International d'Information sur le Blanchiment d'argent).
www.imolin.org/imolin/index.html

— Principes Wolfsberg contre le blanchiment.
<http://www.wolfsberg-principles.com/>

Système nationaux d'intégrité

Définition

Le Système national d'intégrité est une démarche globale permettant d'analyser à la fois l'ampleur et l'origine de la corruption dans un pays donné, en évaluant l'équilibre des pouvoirs et la solidité des piliers institutionnels du pays, notamment le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, la justice, les médiateurs, les médias, la société civile et les entreprises.

Cet outil, développé par Transparency International, permet d'évaluer les forces et faiblesses des institutions d'un pays et de développer une stratégie de lutte contre la corruption.⁴⁴

Exemple concret

Le dernier rapport SNI consacré aux Pays-Bas indique que l'organisation moderne de sa fonction publique limite fortement la corruption. Le gouvernement est responsable devant le parlement, le droit administratif en vigueur garantit que les décisions prises sont conformes à l'intérêt public, et une presse indépendante est capable de révéler d'éventuelles affaires de corruption. Toutefois, le manque de transparence, l'absence de règles s'appliquant effectivement aux élites de la société et la faiblesse de certaines institutions militent en faveur de l'établissement d'une institution indépendante chargée de protéger l'intégrité publique et de promouvoir les réformes nécessaires à cet égard.

Liens pertinents

— Manila Standard Today : le Système national d'intégrité

http://www.manilastandardtoday.com/?page=adelleTulagan_aug3_2007

— TIRI: Système national d'intégrité / Reconstruction du Mozambique

www.tiri.org/docs/rniss/rniss_mozambique.pdf

— Transparency International: La démarche des Systèmes nationaux d'Intégrité

www.transparency.org/policy_research/nis.

Népotisme

Définition

Le népotisme est une forme de favoritisme fondé sur les relations et les liens familiaux : le détenteur d'une position officielle use de son pouvoir pour favoriser ou faire nommer à un poste un membre de sa famille ou un ami, indépendamment de ses mérites et qualifications. Cf. 'clientélisme'.⁴⁵

Exemple concret

Au sein de la Commission Européenne, une des affaires de corruption les plus fameuses a impliqué Edith Cresson, commissaire à la recherche et à l'éducation entre 1995 et 1999, ancien premier ministre du gouvernement français, a été accusée de d'avoir commis un acte de népotisme en recrutant son dentiste pour rédiger un rapport relatif à la recherche contre le SIDA, en dépit de son manque d'expérience et de qualification dans ce domaine.⁴⁶

Liens pertinents

—— Global Security : Afghanistan : Népotisme et copinage dominant l'administration
www.globalsecurity.org/military/library/news/2003/05/mil-030506-rfel-155449.htm

—— Transparency International : Rapport sur la corruption dans le monde 2007.
www.transparency.org/content/download/18702/255302

—— USA Today : Il ne faut pas laisser les emplois pousser sur les arbres généalogiques.
www.usatoday.com/news/opinion/editorials/2003-07-29-turley_x.htm.

Centres financiers offshore

Définition

Un centre financier offshore, souvent aussi désigné comme paradis fiscal, est un pays ou une juridiction qui offre des services financiers à des clients non résidents, sur une échelle sans proportion avec la taille de son économie nationale, en raison des avantages financiers qu'ils offrent, tels que l'absence d'intervention de l'État et des taux d'imposition très faibles, voire nuls.⁴⁷

Exemple concret

Citigroup, une banque américaine bénéficiaire de USD 45 milliards dans le cadre du plan fédéral de sauvetage des banques,⁴⁸ contrôle 427 filiales situées dans des centres financiers tels que les Îles Cayman, les Îles Vierges britanniques et la Suisse, pays recensés comme offrant des avantages qui permettraient d'éviter ou de différer le paiement des impôts.⁴⁹

Liens pertinents

— FMI : Background Paper : les centres financiers offshore.
www.imf.org/external/np/mae/oshore/2000/eng/back.htm

— Global Financial Integrity.
www.globalfinancialintegrity.org

— Tax Justice Network.
www.taxjustice.net/cms/front_content.php?idcat=2

— Banque Mondiale : Initiative pour la Récupération des avoirs volés (Stolen Asset Recovery (StAR) Initiative).
<http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/Star-rep-full.pdf>

Contrôle

Définition

Le terme désigne les procédures indépendantes – internes ou externes – de contrôle et d'investigation des actions et opérations d'une administration, d'une entreprise ou d'une ONG, dans le but de s'assurer que leurs ressources sont utilisées de la manière la plus efficace et la plus responsable.⁵⁰

Exemple concret

Au Timor-Leste, *l'Office of the Provedor de Direitos Humanos e Justica*, un organe de contrôle indépendant du gouvernement, rend compte de ses travaux devant le parlement. Il est chargé, suite aux plaintes des citoyens ou aux requêtes formulées par l'État, de conduire des investigations relatives aux opérations des administrations publiques ou d'entreprises chargées d'un service public ou de la gestion de biens publics.

Liens pertinents

—— Partenaires Européens contre la Corruption.
www.epac.at/favicon.ico

—— Projet pour le contrôle de l'administration.
www.pogo.org/

—— ProPublica : Journalistes pour l'intérêt public.
www.propublica.org/

Pactes

Définition

Un pacte est un accord volontaire conclu entre différentes parties (c'est à dire des entreprises, administrations, soumissionnaires), qui les soumet à des règles contraignantes. Un pacte peut notamment prévoir que les entreprises s'abstiennent de commettre des actes de corruption et respectent les droits de l'homme.⁵¹

Exemple concret

Au Pakistan, un pacte d'intégrité relatif aux procédures d'appel d'offre a été signé dans le cadre du projet de *Greater Karachi Water Supply Scheme* par les autorités locales en charge du projet et les entreprises soumissionnaires, en vertu duquel les signataires se sont engagés à refuser de payer ou d'accepter des pots-de-vin, à s'abstenir de toute collusion entre soumissionnaires et à rendre publique toute violation du pacte dont ils auraient connaissance.

Liens pertinents

— Transparency International : les pactes d'intégrité.

www.transparency.org/global_priorities/public_contracting/integrity_pacts

— Nations-Unies : Global Compact.

www.unglobalcompact.org/

— Banque Mondiale : Les entreprises contre la corruption.

<http://info.worldbank.org/etools/antic/index.asp>

Clientélisme

Définition

Le clientélisme est une forme de favoritisme par lequel un soutien ou un allié politique est sélectionné pour occuper une fonction administrative, ou bénéficie d'allocations publiques, indépendamment de ses qualifications et de ses droits à recevoir des allocations.⁵²

Exemple concret

Au Kenya, le *harambee* – contribution volontaire aux projets communautaires de développement – serait utilisé par des hommes politiques dans le cadre de relations de clientélisme pour engranger des voix, conserver leur électorat et forger ou renforcer leur leadership au niveau local.⁵³

Liens pertinents

— CMI : Autonomie, incitations et clientélisme : une étude de la corruption des services du Trésor en Tanzanie et en Ouganda.

www.cmi.no/publications/publication/?1688=autonomy—incentives—and—patronage

— U4 Anti-Corruption Resource Centre : Qu'est-ce que la corruption politique?

www.u4.no/themes/political—corruption/introduction.cfm

Petite corruption

Définition

La petite corruption consiste d'un abus de pouvoir commis par les petits ou moyens fonctionnaires occupant des fonctions dans les hôpitaux, les écoles, la police ou autre administrations de base lors de leurs interactions quotidienne avec les citoyens ordinaires.⁵⁴ Cf. 'corruption' et 'grande corruption'.

Exemple concret

Au Bangladesh, une enquête a indiqué que 44% des personnes interrogées ont dû verser des pots-de-vin dans des centres publics de santé et 39% à l'occasion de leurs relations avec le système éducatif.⁵⁵

Liens pertinents

— Corruption et pauvreté : les publications les plus récentes.

http://library.thinkquest.org/05aug/00282/econ_corrupt.htm

— Bureau Tanzanien de prévention de la corruption : Exemples de petite corruption.

www.tanzania.go.tz/pcb/corruption/petty.html

— Transparency International : Africa Education Watch Project.

www.transparency.org/content/download/23457/349918/file/Africa_Education_Watch_2007-2010.pdf

Contribution politique

Définition:

Toute contribution, en nature ou en espèces, effectuée au profit d'une cause ou organisation politique. Il peut notamment s'agir de biens ou de services offerts, d'actions de promotion ou de publicité, ou de l'achat de billets d'entrée dans le cadre d'opérations de collecte de fonds.⁵⁶

Exemple concret

Au Costa Rica, un scandale politique a fait apparaître les liens entre les anciens présidents Miguel Angel Rodríguez et José María Figueres et la société française Alcatel, qui leur aurait versé des pots-de-vin et effectué des contributions politiques en échange de l'attribution de la licence d'exploitation du réseau national de téléphonie cellulaire.⁵⁷

Liens pertinents

—— Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC).

www.gopacnetwork.org/

—— Open Secrets.

www.opensecrets.org/lobbyists/

—— Transparency International : Règles en matière de financement politique et de services rendus.

www.transparency.org/publications/publications/policy_papers/ti_pp_pol_funding.

—— U4 Anti-Corruption Resource Centre : Quelques affaires de corruption politique.

www.u4.no/themes/political-corruption/cases.cfm

Corruption politique

Définition

La corruption politique implique des responsables politiques de haut niveau qui abusent de leurs fonctions pour manipuler les décisions politiques, les institutions et les procédures régissant l'allocation des ressources dans le but de renforcer leur pouvoir et de s'enrichir personnellement.⁵⁸ Cf. '[corruption](#)', '[grande corruption](#)', et '[petite corruption](#)'.

Exemple concret

En 2000, les deux leaders de l'opposition au Nicaragua, Daniel Ortega and Arnoldo Aleman, ont établi une alliance informelle afin de faire adopter une réforme qui a renforcé leur influence et leur contrôle sur les institutions publiques, et leur a notamment accordé le bénéfice d'une immunité à vie.

Liens pertinents

— CMI Paper : Corruption politique – Une introduction aux enjeux.
www.cmi.no/publications/1999/wp/wp1999-7.pdf

— Transparency International : Corruption politique.
www.transparency.org/global_priorities/corruption_politics

— Transparency International : Rapport sur la corruption dans le monde 2004 - Corruption politique
www.transparency.org/publications/gcr/download_gcr/download_gcr_2004

— U4 Anti-Corruption Resource Centre : Political Corruption.
www.u4.no/themes/political-corruption/main.cfm

Volonté politique

Définition

La volonté politique est la manifestation de l'engagement des responsables politiques à agir pour faire face aux problèmes de la société ou à accomplir leurs promesses telles que la lutte contre la corruption ou l'accroissement de la participation des citoyens à la vie politique, en mettant en œuvre des solutions adaptées, et notamment des réformes structurelles.⁵⁹

Exemple concret

L'OCDE a critiqué le manque de volonté politique du gouvernement britannique pour combattre les actes de corruption commis à l'étranger, après sa décision d'abandonner l'enquête sur l'affaire des ventes d'armes de BAE Systems, principal fabricant d'armes britannique, soupçonné d'avoir versé, au su et au vu du gouvernement britannique, des centaines de millions de livres sterling à l'ancien ambassadeur d'Arabie Saoudite aux États-Unis.

Liens pertinents

— CMI : Le processus d'Helsinki : mobiliser la volonté politique.
www.cmi.fi/files/HP_report_HG.pdf

— Singapore Corrupt Practice Investigation Bureau – Volonté politique.
<http://app.cpib.gov.sg/newcpib/user/default.aspx?pgID=101>

— USAID : Volonté politique et soutien populaire dans le cadre des programmes visant à établir l'état de droit.
<http://siteresources.worldbank.org/INTLAWJUSTINST/Resources/PoliticalWill.pdf>

— Banque mondiale : Sphère publique – Volonté politique : population, lieux, délibération.
<https://publicsphere.worldbank.org/usertags/political—will>

Secteur privé

Définition

Le secteur privé est composé des entreprises à capitaux privés, des entreprises individuelles et des institutions non contrôlées par l'État, dont l'objectif est la recherche du profit. Le secteur privé peut commettre des actes de corruption en cherchant à exercer une influence sur des actes et décisions, ce qui donne lieu à des abus de pouvoir.⁶⁰

Exemple concret

En 2006, des responsables régionaux assistant au Forum économique mondial pour l'Afrique ont placé en tête de leurs priorités la lutte contre la corruption et le crime. Ils ont exprimé leur soutien à la mise en place d'institutions nationales transparentes permettant d'assurer le respect de règles du jeu claires et d'un environnement stable et favorable aux secteur privé, afin d'attirer des entreprises ou de les faire rester dans leur pays.⁶¹

Liens pertinents

—— Global Compact.

www.unglobalcompact.org/

—— Chambre internationale de commerce contre la corruption.

www.iccwbo.org/policy/anticorruption/

—— Transparency International : Secteur privé.

www.transparency.org/global_priorities/private_sector

Procédures de passation de marchés publics ou privés

Définition

Les procédures de passation de marchés publics ou privés désignent les différentes étapes qui permettent à un agent économique (personne physique, entreprise ou organisation) de se procurer des biens ou des services, de l'évaluation des besoins à l'attribution des contrats et à la délivrance des biens et services concernés.⁶²

Exemple concret

La ville de Buenos Aires a constaté de très larges variations des prix payés pour des produits très simples et très homogènes utilisés par les hôpitaux de la ville, tels que les aiguilles, les seringues, les solutions pour injections intraveineuses, les films pour examens radiologiques, le matériel d'hygiène, etc, ce qui a fait soupçonner que des actes de corruption avaient pu entacher la passation de ces marchés.⁶³

Liens pertinents

— Transparency International, Manuel pour les marchés publics.

www.transparency.org/publications/publications/other/procurement_handbook

— U4 Anti-Corruption Resource Centre : La corruption dans les marchés publics.

www.u4.no/themes/procurement/main.cfm

— Nations-Unies : Centre de développement des compétences pour les marchés publics.

www.unpcdc.org/english/pcdc-home.aspx

Secteur public

Définition

Le secteur public est constitué de l'administration de l'État et de ses unités décentralisées qui bénéficient d'un financement sur fonds publics et fournissent des services publics, dans le but d'améliorer la vie des citoyens et non de réaliser des profits. Le secteur public comprend notamment la police, l'armée, la voirie publique, les transports publics, l'éducation primaire, et les services de santé.⁶⁴

Exemple concret

Le ministère de l'éducation du Rwanda a mis en œuvre une politique d'éducation primaire gratuite pour tous, dans le cadre de la réforme du secteur public, supprimant les frais de scolarité perçus auparavant.

Liens pertinents

— Conseil des normes comptables internationales du secteur public.
www.ifac.org/PublicSector/

— Nations Unies : Rapport mondial sur le secteur public.
www.unpan.org/dpepa_worldpareport.asp

— Banque mondiale : La gouvernance du secteur public.
www1.worldbank.org/publicsector/index.cfm

— Banque mondiale: Réforme du secteur public: ce qui marche et pourquoi ?
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTOED/EXTPUBSECRETF/0,,menuPK:4664077~pagePK:64829575~piPK:64829612~theSitePK:4663904,00.html>

Pantouflage

Définition

Le terme pantouflage désigne le fait pour une personne d'effectuer des allers-retours entre le secteur public et le secteur privé, mettant à profit les périodes pendant lesquelles elle occupe des fonctions publiques pour favoriser les entreprises sur lesquelles elle exerce une autorité.⁶⁵

Exemple concret

Un des membres du Conseil d'administration de Lockheed Martin a été nommé à ces fonctions immédiatement après avoir occupé pendant plusieurs années le poste de sous-secrétaire à la défense, responsable des achats, de la technologie et de la logistique. En tant que sous-secrétaire à la défense, il avait donné son accord au contrat d'acquisition des avions de combat F-22 produits par Lockheed Martin dont les qualités étaient sujets à controverse.⁶⁶

Liens pertinents

— Center for Responsive Politics.

www.opensecrets.org/revolving/index.php

— Conseil de l'Europe : Groupe d'État contre la corruption: Règles et lignes directrices en matière de pantouflage.

[www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/meetings/Greco\(2007\)23E_TourdeTableGR34_en.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/meetings/Greco(2007)23E_TourdeTableGR34_en.pdf)

— Groupe de travail 2005 sur le pantouflage.

www.revolvingdoor.info/docs/matter-of-trust_final-full.pdf

État de droit

Définition:

Système, structures et pratiques juridiques et politiques qui conditionnent la possibilité pour l'administration de protéger les droits et les libertés des citoyens, de maintenir l'ordre et le droit et d'encourager le fonctionnement efficace du pays.⁶⁷

Exemple concret

L'Afghanistan a cherché à rétablir un Etat de droit après la chute des talibans en 2001, et particulièrement à reconstruire des institutions étatique et non-étatiques capables de favoriser la mise en œuvre de règles de droit justes, indépendantes et s'appliquant également à tous.⁶⁸

Liens pertinents

— Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la lutte contre la corruption.

www.africa-union.org/Official_documents/Treaties_%20Conventions_%20Protocols/Convention%20on%20Combating%20Corruption.pdf

— American Bar Association: Initiative pour l'État de droit.

www.abanet.org/rol/programs/resource_anticorruption.html

— European Institute of Public Administration: Etat de droit.

www.eipa.eu/files/repository/eipascope/20070622102127_pniSCOPE2007-1_internet-7.pdf

— Convention de Nations-Unies contre la Corruption.

www.unodc.org/pdf/corruption/publications_unodc_convention-e.pdf

Corruption passive ou Sollicitation

Définition

La corruption passive ou sollicitation est le fait pour une personne de demander, d'ordonner ou de persuader une autre personne de commettre un acte de corruption ou tout autre délit.⁶⁹

Exemple concret

Une enquête conduite en Philippines en 2005 après de 701 dirigeants d'entreprise a montré qu'au cours de l'année précédente, plus d'un cinquième d'entre eux avaient subi des sollicitations à l'occasion de leurs relations avec l'administration, qu'il s'agisse de l'obtention de permis ou de licences délivrés par des autorités locales (36%), du paiement d'impôts (30%), de l'obtention de permis ou de licences délivrés par les autorités nationales (28%), ou de permis d'importations (21%).⁷⁰

Liens pertinents

— BIAC : Programme de lutte contre la corruption passive.
www.10iacc.org/download/workshops/cs18f.pdf

— OCDE : Principes directeurs pour les compagnies multinationales.
www.oecd.org/dataoecd/56/36/1922428.pdf

— TI: Principes pour les entreprises pour lutter contre la corruption.
www.transparency.org/global_priorities/private_sector/business_principles

Captation de l'État

Définition

La captation de l'État désigne une situation où des personnes physiques, des entreprises ou des groupes puissants, qui peuvent être ou non des ressortissants du pays, recourent à la corruption pour peser sur les décisions politiques et l'environnement juridique et économique du pays au profit de leurs propres intérêts.⁷¹

Exemple concret

Depuis le début des années 1990, les entreprises multinationales sont soupçonnées d'avoir exercé des pressions et corrompu les hommes politiques les plus influents des Îles Salomon afin de créer un climat favorable aux entreprises d'exploitation forestière et d'affaiblir les efforts visant à mettre en œuvre une politique de gestion forestière au niveau national. Il en est résulté une diminution des taxes à l'exportation, le report de l'interdiction de l'exportation des grumes, le départ de conseillers étrangers et l'abandon des réformes destinées à renforcer la surveillance des opérations des sociétés étrangères.⁷²

Liens pertinents

— Global Witness.

www.globalwitness.org/

— Banque mondiale : Captation de l'État et influence.

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/WBI/EXTWBIGOVANTCOR/0,,contentMDK:20713499~menuPK:1976979~pagePK:64168445~piPK:64168309~theSitePK:1740530,00.html>

Transparence

Définition

La transparence est le fait, pour une administration, une entreprise ou une personne physique, de communiquer de manière ouverte et claire des informations relatives aux règles applicables ou plans et actions en cours.

En principe, les responsables publics, les fonctionnaires, les dirigeants des entreprises privées et des organisations doivent agir de manière transparente, prévisible et compréhensible pour favoriser la participation et la responsabilité.⁷³

Exemple concret

En Roumanie, tous les fonctionnaires de haut niveau doivent divulguer sur un site internet ouvert au public la composition de leur patrimoine, et, le cas échéant, les postes qu'ils occupent dans des associations ou des entreprises, leurs autres activités professionnelles rémunérées, et les entreprises dans lesquelles ils détiennent une participation en tant qu'actionnaires.⁷⁴

Liens pertinents

—— ITIE : Initiative pour la transparence des industries extractives.
www.eitransparency.org/

—— Open Society Justice Initiative.
www.justiceinitiative.org/

—— Right 2 Info.
www.right2info.org/

Lanceur d'alerte / « Whistleblower »

Définition

Le terme désigne une personne (salarié, dirigeant ou personne extérieure au groupe concerné) qui donne l'alerte quant aux déficiences d'une administration ou d'une entreprise (ou un de ses partenaires) ou aux abus qu'elles commettent, au détriment de l'intérêt général ou de l'intégrité et de la réputation de l'entité concernée.⁷⁵

En anglais, le terme est largement positif, mais dans de nombreuses autres langues, il n'existe pas de terme similaire, bénéficiant d'une connotation également positive.

Exemple concret

En 2006, Jeanetha Brink a lancé l'alarme quant aux fraudes qui se déroulaient dans la région sud-africaine de Guateng. Selon elle, le service téléphonique de lutte contre la corruption ne menait aucune enquête sur les affaires de versements de pots-de vin qui étaient portés à sa connaissance et faisait avorter les recherches touchant les hauts responsables de l'administration. Du fait des accusations qu'elle portait, elle a été relevée de ses fonctions puis forcée de démissionner. En 2008, un tribunal a décidé que sa démission lui avait été imposée et lui accordé une indemnité.⁷⁶

Liens pertinents

— Governmental Accountability Project.
www.whistleblower.org

— Centre national des lanceurs d'alerte.
www.whistleblowers.org

— Open Democracy Advice Centre.
www.opendemocracy.org.za

— TIME Magazine, Personnalités de l'année 2002 (les lanceurs d'alerte).
<http://www.time.com/time/subscriber/personoftheyear/2002/poyintro.html>

Notes finales

- 1 Pour plus d'informations sur les sources de la définition, cf.: U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), *The Global Programme against Corruption – UN Anti-Corruption Toolkit*, 3ème édition (Vienne: UNODC, 2004); Programme des Nations Unies pour le Développement Programme (PNUD), Rapport 2002 sur le développement humain – Deepening Democracy in a Fragmented World (New York: Oxford University Press, 2002); T. Mendel, 'Corruption, access to information and human development', in: PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Selected Background Papers for Asia-Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2009); The Carter Center: Access to Information. Website. www.cartercenter.org/peace/americas/information.html.
- 2 Treasury Board of Canada Secretariat, Access to Information Request Form. Website. www.tbs-sct.gc.ca/tbsf-fsct/350-57-eng.asp.
- 3 National Endowment for Democracy, *Institutionalizing Horizontal Accountability: how democracies can fight corruption and the abuse of power*. Site visité le 15 juillet 2009. www.ned.org/forum/reports/accountability/report.html; Nordic Latin America Research Network (NOLAN), 'Latin American Futures' workshop, 4th NOLAN Conference, Bergen, Norvège. 10-12 septembre 2008. www.nolan2008.uib.no/workshops/workshop8/index.html; Transparency International (TI), *Combating Corruption in Judicial Systems* (Berlin: TI, 2007). www.transparency.org/content/download/27437/413264/file/Judiciary_Advocacy_ToolKit.pdf; U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; M. O'Brien and R. Stapenhurst, 'Accountability in Governance', *Policy Note* (Washington, DC: Banque Mondiale, 2006) <http://siteresources.worldbank.org/PUBLICSECTORANDGOVERNANCE/Resources/AccountabilityGovernance.pdf>; TI and United Nations Human Settlements Programme (UN-HABITAT), *Tools to Support Transparency in Local Governance* (Kenya and Berlin: TI and UN-HABITAT, 2004); PNUD, *Human Development Report 2002 – Deepening Democracy in a Fragmented World* (New York: Oxford University Press, 2002); D. Brinkerhoff and A. Goldsmith, 'Clientelism, Patrimonialism and Democratic Governance: An Overview and Framework for Assessment and Programming', Abt Associates prepared for USAID (Bethesda, MD: Abt Associates, 2002). http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnacr426.pdf
- 4 Basel Institute on Governance, International Centre for Asset Recovery (ICAR) Glossary. Site visité le 15 juillet 2009. www.assetrecovery.org/kc/node/786c5ae2-5c7c-11dd-8c6a-7bd68e2d933e.html; UNODC, 'Chapter 10: Recovery and Return of Proceeds of Corruption', *The Global Programme against Corruption – UN Anti-Corruption Toolkit*, 3ème édition (Vienne: UNODC, 2004); United Nations Convention against Corruption (UNCAC). Site visité le 15 juillet 2009. www.unodc.org/unodc/en/treaties/CAC/index.html.
- 5 'Banque Mondiale Welcomes Swiss Handover of Duvalier Assets to Haiti'. Press Release. 13 février 2009. <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:22069198~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:4607,00.html>.
- 6 Banque Mondiale, 'Features and Functions of Supreme Audit Institutions', *PREM Notes: Public Sector*. Number 59 (Washington, DC: Banque Mondiale, 2001). www.worldbank.org/afr/findings/english/find208.pdf; U4 Corruption Glossary Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; UNODC, 'Tool #5 Auditors and audit institutions, p. 100', *The Global Programme against Corruption – UN Anti-Corruption Toolkit*, 3ème édition (Vienne: UNODC, 2004). www.unodc.org/documents/corruption/publications/toolkit_sep04.pdf.
- 7 Michael Renner, 'Indonesia's Supreme Audit Agency Finds Massive Irregularities in the Use of Post-Tsunami Emergency Funds', *Worldwatch Institute*. 5 juillet 2006. See: www.worldwatch.org/node/4196;
- 8 TI, *Business Principles for Countering Bribery* (Berlin: TI, 2009); U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; Transparency International (TI), *Combating Corruption in Judicial Systems* (Berlin: TI, 2007). www.transparency.org/content/download/27437/413264/file/Judiciary_Advocacy_ToolKit.pdf; UNDP, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008); The Lebanese Transparency Association (LTA), *Youth against Corruption* (Berlin: LTA and IREX, 2005). Black's Law Dictionary. Site visité le 15 juillet 2009 www.blackslawdictionary.com.
- 9 TI, *Global Corruption Report 2008 – Corruption in the Water Sector* (Berlin: TI, 2008).
- 10 TI Bangladesh, *National Household Survey on Corruption in Bangladesh* (Dhaka: TI Bangladesh, 18 juin 2008). www.ti-bangladesh.org/research/HHSurvey07SubstSum180608.pdf.
- 11 Cf: F. Heinrich. 'Assessing and Strengthening Civil Society Worldwide', CIVICUS *Civil Society Index Paper Series*. Volume 2, Issue 1. (Johannesburg: CIVICUS, 2004). www.civicus.org/new/media/CSI_Heinrich_paper.pdf; London School of Economics, Centre for Civil Society. Website. www.lse.ac.uk/collections/CCS/what_is_civil_society.htm.
- 12 A. Togola and D. Gerber. 'An Evaluation of Malian Civil Society's Role in Governance'. *Open Society Institute Africa Governance Monitoring & Advocacy Project*. (New York: OSI, mars 2007). [www.afrimap.org/english/images/paper/Mali_Civil_Society\(fin\).pdf](http://www.afrimap.org/english/images/paper/Mali_Civil_Society(fin).pdf).
- 13 P. Keefer, *Clientelism, Credibility, and the Policy Choices of Young Democracies* (Washington, DC: Banque Mondiale, 2005). www.qog.pol.gu.se/conferences/november2005/papers/Keefer.pdf; D. Brinkerhoff and A. Goldsmith, 'Clientelism, Patrimonialism and Democratic Governance: An Overview and Framework for Assessment and Programming', Abt Associates prepared for USAID (Bethesda, MD: Abt Associates, 2002); U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; UNODC, *The Global Programme against*

Corruption – *UN Anti-Corruption Toolkit*, 3ème édition (Vienne: UNODC, 2004); PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008).

14 UNODC, *The Global Programme against Corruption – UN Anti-Corruption Toolkit*, 3ème édition (Vienne: UNODC, 2004); TI, *Combating Corruption in Judicial Systems* (Berlin: TI, 2007).
www.transparency.org/content/download/27437/413264/file/Judiciary_Advocacy_ToolKit.pdf.

15 République Fédérale du Nigeria, *Code of Conduct for Judicial Officers*. Site visité le 15 juillet 2009.
www.nigeria-law.org/CodeOfConductForJudicialOfficers.htm.

16 Independent Commission against Corruption. New South Wales government. Website.
www.icac.nsw.gov.au/index.cfm?objectid=3408D1E0-CA0C-775C-3BF191F69571B807. *Economist*, 'Economics A-Z, Glossary'. Site visité le 15 juillet 2009.
www.economist.com/research/Economics/alphabetic.cfm?term=cartel#carte.

17 Illegal Logging, 'State Collusion Breeds Corruption in Timber Sector'. Site visité le 15 juillet 2009.
www.illegal-logging.info/item_single.php?item=news&item_id=2722&approach_id=1.

18 WikiAnswers, 'What Does Compliance Mean?'. Site visité le 15 juillet 2009.
http://wiki.answers.com/Q/What_does_compliance_mean.

19 'Anti Corruption Act of Bhutan 2006'. Site visité le 15 juillet 2009.
www.asianlii.org/bt/legis/laws/aaob2006279/.

20 TI and United Nations Human Settlements Programme (UN-HABITAT), *Tools to Support Transparency in Local Governance* (Kenya and Berlin: TI and UN-HABITAT, 2004); U4 Corruption Glossary. Website.
www.u4.no/document/glossary.cfm; UNODC, *The Global Programme against Corruption – UN Anti-Corruption Toolkit*, 3ème édition (Vienne: UNODC, 2004); PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008); Organisation for Economic Co-operation and Development (OCDE), 'Glossary of Statistical Terms'. Site visité le 15 juillet 2009.
<http://stats.oecd.org/glossary/>; Q. Reed, 'Sitting on the Fence: Conflicts of Interest and How to Regulate Them', *U4 Issue 6:2008* (Bergen: CMI, 2008).

21 Transparency International Bosnia-Herzegovina. Website. <http://tibih.blhost.net/about-us/faq/en/>.

22 Transparency International, 'Conventions'. Website.
www.transparency.org/global_priorities/international_conventions; United Nations, UN Treaty Reference Guide. Site visité le 15 juillet 2009. <http://untreaty.un.org/english/guide.asp#agreements>; PNUD *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008).

23 Institute of Chartered Accountants, 'Corporate Governance', Website.
www.icaew.com/index.cfm/route/127640/icaew_ga/en/Technical_amp_Business_Topics/Topics/Corporate_gov_ernance/Corporate_governance; OCDE, 'Glossary of Statistical Terms'. Site visité le 15 juillet 2009.
<http://stats.oecd.org/glossary/>; TI, 'Strengthening Corporate Governance to Combat Corruption', Policy Position No. 03/2009 (Berlin: TI, 2009)
www.transparency.org/publications/publications/policy_positions/pp_3_2009_corp_gov.

24 Transparency International. 'About Us'. Website. www.transparency.org/about_us.

25 TI India, 'TII-CMS Corruption Study 2007. With Focus on BPL Households'. *National Report*. (New Delhi, India: TII and CMS, juin 2008). www.transparencyindia.org/ICS_national_report_2007.pdf.

26 U4, 'Debarment as an Anti-Corruption Means'. Website. www.u4.no/themes/debarment/main.cfm.

D. Thornburgh, R. Gainer and C. Walker, *Report Concerning the Debarment Processes of the Banque Mondiale* (Washington, DC: 2002)
<http://siteresources.worldbank.org/PROCUREMENT/Resources/thornburghreport.pdf>; UK Anti-Corruption Forum, 'Fair and Efficient Debarment Procedures'. Site visité le 15 juillet 2009.
www.anticorruptionforum.org.uk/acf/fs/groups/fair_efficient.pdf.

27 Centre for Political Accountability. Website. www.politicalaccountability.net.

Deutsche Bank, 'Banking and Stock Glossary'. Site visité le 15 juillet 2009.
www.db.com/lexikon/lexikon_de/content/index_e_1163.htm; Finance Glossary. Site visité le 15 juillet 2009.
www.finance-glossary.com/define/disclosure/416/0/D; Treasury Board of Canada Secretariat, 'Background: Glossary – Proposed Public Servants Disclosure Protection Act'. Site visité le 15 juillet 2009. www.tbs-sct.gc.ca/nou/20041008glossary-eng.asp.

28 Leslie Wayne, 'Corporations to Disclose Political Contributions'. *Washington Post*. 29 mai 2008.
<http://thecaucus.blogs.nytimes.com/2008/05/29/corporations-to-disclose-political-contributions/>.

29 South East Europe Regional Anti-Corruption Initiative, 'Glossary'. Site visité le 15 juillet 2009. www.raicf.org/glossary-.html; New South Wales Government, 'Independent Commission against Corruption Glossary'. Site visité le 15 juillet 2009. www.icac.nsw.gov.au/index.cfm?objectid=3408D1E0-CA0C-775C-3BF191F69571B807; U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008).

30 'Hyundai's boss gets three years'. BBC News. 5 février 2007.
<http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/6329173.stm>.

31 Ethics Resource Center. www.ethics.org/resources/ethics-glossary.asp.

32 'Turkey Demonstrates Impressive Performance in Dealing with Corruption', *Sunday's Zaman*. 1 mars 2009. www.sundayszaman.com/sunday/detaylar.do?load=detay&link=168314.

33 J. Andvig et A. Shrivastava, 'Police Corruption, Corruption and Crime –Exemples concernant la region Asie Pacifique', in: PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Selected Background Papers for Asia-Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2009); U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm.

TI and UN-Habitat, *Tools to Support Transparency in Local Governance* (Kenya and Berlin: TI and UN-Habitat, 2004); PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008); UNODC, *The Global Programme Against Corruption – UN Anti-Corruption Toolkit*, 3ème édition (Vienne: UNODC, 2004).

34 PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008); U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; Business Anti-Corruption Portal, 'Vocabulary'. Site visité le 15 juillet 2009. www.business-anti-corruption.com/normal.asp?pageid=185; TI, 'Resolution on Facilitation Payments', *TI Annual Membership Meeting*, Bali, Indonesia. 27-28 October 2007. www.transparency.org/content/download/26415/398903; Global Infrastructure Anti-Corruption Centre. Site visité le 15 juillet 2009. www.giacentre.org/what_is_corruption.php.

35 P.K. Ghafour, '8 Health Officials Accused of Graft', *Arab News*, 30 juillet 2008. www.arabnews.com/?page=1§ion=0&article=112252&d=30&m=7&y=2008.

36 Global Infrastructure Anti-Corruption Centre. Site visité le 15 juillet 2009. www.giacentre.org/what_is_corruption.php; TI and UN-Habitat, *Tools to Support Transparency in Local Governance* (Kenya and Berlin: TI and UN-Habitat, 2004); PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008).

37 La gouvernance peut également s'appliquer au secteur privé, il s'agit de la gouvernance d'entreprise (cf. définition dans le présent glossaire. For Définition, cf.: Global Development Research Centre. Website. www.gdrc.org/u-gov/work-def.html; UNESCAP, 'What is Good Governance?'. Site visité le 15 juillet 2009. www.unescap.org/pdd/prs/ProjectActivities/Ongoing/gg/governance.asp; Australian Development Gateway, 'What is Good Governance?'. Site visité le 15 juillet 2009. www.developmentgateway.com.au/jahia/Jahia/pid/192; D. Brinkerhoff et A. Goldsmith, 'Clientelism, Patrimonialism and Democratic Governance: An Overview and Framework for Assessment and Programming', Abt Associates prepared for USAID (Bethesda, MD: Abt Associates, 2002). http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnac426.pdf; OCDE, 'Glossary of Statistical Terms'. Site visité le 15 juillet 2009. <http://stats.oecd.org/glossary/>.

38 Banque Asiatique de développement, 'Anticorruption: Countering Money Laundering in Asian and Pacific Region'. Site visité le 15 juillet 2009. www.adb.org/Governance/good_gov_anti.asp.

39 PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008); U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; TI and UN-Habitat, *Tools to Support Transparency in Local Governance* (Kenya and Berlin: TI and UN-Habitat, 2004); UNODC, *The Global Programme Against Corruption – UN Anti-Corruption Toolkit*, 3ème édition (Vienne: UNODC, 2004).

40 TI, *Combating Corruption in Judicial Systems* (Berlin: TI, 2007). www.transparency.org/content/download/27437/413264/file/Judiciary_Advocacy_ToolKit.pdf; TI and UN-Habitat, *Tools to Support Transparency in Local Governance* (Kenya and Berlin: TI and UN-Habitat, 2004). TI, 'National Integrity System Assessments: Background & Rationale'. Site visité le 15 juillet 2009. www.transparency.org/policy_research/nis/background_rationale.

41 The Integrity Commission of Trinidad and Tobago. Website. www.integritycommission.org.tt/.

42 PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008); Wikipedia, 'Lobbying'. Site visité le 15 juillet 2009. <http://en.wikipedia.org/wiki/Lobbying>; TI and UN-Habitat, *Tools to Support Transparency in Local Governance* (Kenya and Berlin: TI and UN-Habitat 2004); TI, 'Transparent Lobbying Rules for all EU Institutions'. Site visité le 15 juillet 2009. http://transparency.org/regional_pages/europe_central_asia/brussels_office/eu_lobbying.

43 Stolen Asset Recovery Initiative (StAR). Website. <http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/Star-rep-full.pdf>; OCDE, 'Glossary of Statistical Terms'. Site visité le 15 juillet 2009. <http://stats.oecd.org/glossary/>; U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; Basel Institute on Governance, 'ICAR Glossary'. Site visité le 15 juillet 2009. www.assetrecovery.org/kc/node/786c5ae2-5c7c-11dd-8c6a-7bd68e2d933e.html; PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008).

44 TI, 'National Integrity Approach'. Site visité le 15 juillet 2009. www.transparency.org/policy_research/nis; PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008); U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm.

45 PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008). U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm.

46 Kelly Li, 'Recommendations for the Curbing of Corruption, Cronyism, Nepotism and Fraud in the European Commission', *Boston College International & Comparative Law Review*, vol., 24: 1 (2000). www.bc.edu/bc_org/avp/law/lwsch/journals/bcicl/24_1/05_FMS.htm.

47 A. Zorome, 'Concept of Off-Shore Financial Centres: In Search of an Operational Définition', FMI *Working Paper* WP/07/87 (Washington, DC: FMI, 2007). www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2007/wp0787.pdf; PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008); Basel Institute on Governance, 'ICAR Glossary'. Site visité le 15 juillet 2009. www.assetrecovery.org/kc/node/786c5ae2-5c7c-11dd-8c6a-7bd68e2d933e.html; OCDE, 'Glossary of Statistical Terms'. Site visité le 15 juillet 2009. <http://stats.oecd.org/glossary>.

48 E. L. Andrews and E. Dash, 'Banks in Need of Even More Bailout Money'. *New York Times*. 13 Janvier, 2009. www.nytimes.com/2009/01/14/business/economy/14fed.html.

49 L. Browning, 'U.S. Subsidiaries in Offshore Tax Havens'. *New York Times*. 16 January 16 2009. www.nytimes.com/2009/01/17/business/17tax.html.

50 Banque Mondiale, 'Putting in Place Independent Oversight and Audit'. Site visité le 15 juillet 2009. <http://siteresources.worldbank.org/INTTIMORLESTE/Resources/Strengthening-Institutions-Audit-6.pdf>; TI and UN-Habitat, *Tools to Support Transparency in Local Governance* (Kenya and Berlin: TI and UN-Habitat, 2004).

51 TI, 'Integrity Pacts'. Website. www.transparency.org/tools/contracting. TI and UN-Habitat, *Tools to Support Transparency in Local Governance* (Kenya and Berlin: TI and UN-Habitat, 2004); U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; UNODC, 'Tool #16', p. 270, *The Global Programme against Corruption – UN Anti-Corruption Toolkit*, 3ème édition (Vienne: UNODC, 2004).

52 U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; D. Brinkerhoff and A. Goldsmith, 'Clientelism, Patrimonialism and Democratic Governance: An Overview and Framework for Assessment and Programming', Abt Associates prepared for USAID (Bethesda, MD: Abt Associates, 2002). http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnac426.pdf.

53 A. Waiguru, 'Corruption and Patronage Politics: The Case of 'Harambee' in Africa'. Presented at the *Measuring Corruption Workshop*, Brisbane, Australia. Octobre 2002. www.ictregulationtoolkit.org/en/Document.1417.pdf.

54 Global Integrity, PNUD Oslo Governance Centre, 'A User's Guide to Measuring Integrity' (Oslo: PNUD, 2008); U4 Corruption Glossary <http://www.u4.no/document/glossary.cfm>. TI and UN-Habitat, *Tools to Support Transparency in Local Governance* (Kenya and Berlin: TI and UN-Habitat, 2004); South East Europe Regional Anti-Corruption Initiative. 'Glossary'. Site visité le 15 juillet 2009. www.raicf.org/glossary.html; Business Anti-Corruption Portal, 'Vocabulary'. Site visité le 15 juillet 2009. <http://www.business-anti-corruption.com/normal.asp?pageid=185>; PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008).

55 TI Bangladesh, *National Household Survey on Corruption 2007*. (Dhaka: TI Bangladesh, 18 June 2008), www.ti-bangladesh.org/research/HHSurvey07SubstSum180608.pdf.

56 Transparency International. Business Principles for Countering Bribery (Berlin, Germany: Transparency International 2003). http://www.transparency.org/global_priorities/private_sector/business_principles.

57 Freedom House, 'Costa Rica', *Freedom in the World 2008* (New York: Freedom House, juillet 2008). www.unhcr.org/refworld/category/COI...CRI.487ca201c.0.html.

58 R. Hodess, 'Introduction', in: TI, *Global Corruption Report 2004 - Political Corruption* (Berlin: TI, 2004); I. Amundsen, 'Political Corruption: An Introduction to the Issues'. *CMI Working Paper 1999:7* (Bergen: CMI, 1999); U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; OCDE, 'Glossary of Statistical Terms'. Site visité le 15 juillet 2009. <http://stats.oecd.org/glossary/>; D. Brinkerhoff and A. Goldsmith, 'Clientelism, Patrimonialism and Democratic Governance: An Overview and Framework for Assessment and Programming', Abt Associates prepared for USAID (Bethesda, MD: Abt Associates, 2002). http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnac426.pdf.

59 S. Kpundeh, 'Political Will in Fighting Corruption', in: S. Kpundeh and I. Hors, *Corruption and Integrity Improvement Initiatives in Developing Countries*. Site visité le 15 juillet 2009. www.undp.org/oslocentre/PAR_Bergen_2002/corruption.htm.

60 UK Office for National Statistics. Website. www.ons.gov.uk/about-statistics/user-guidance/lm-guide/concepts/employers/jobs/pub-and-priv/index.html; Wikipedia, 'Private sector'. Site visité le 15 juillet 2009. http://en.wikipedia.org/wiki/Private_sector; OCDE, 'Glossary of Statistical Terms'. Site visité le 25 juillet 2009. <http://stats.oecd.org/glossary/>; PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008).

61 IFC, 'IFC Puts Commitments into Action in Africa'. Press Release. Site visité le 15 juillet 2009. www.ifc.org/ifcext/media.nsf/content/Africa_Investment_Climate_Facility.

62 U4 Anti-Corruption Resource Network, 'Theme: Corruption in Public Procurement'; www.u4.no/themes/procurement/main.cfm; TI, *Procurement Handbook: Curbing Corruption in Public Procurement – Experiences from Indonesia, Malaysia and Pakistan*. (Berlin: TI, 2006).

—; D. Brinkerhoff and A. Goldsmith, 'Clientelism, Patrimonialism and Democratic Governance: An Overview and Framework for Assessment and Programming', Abt Associates prepared for USAID (Bethesda, MD: Abt Associates, 2002). http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnac426.pdf.

63 W.D. Savedoff, 'The Impact of Information and Accountability on Hospital Procurement Corruption in Argentina and Bolivia', *U4 Brief No. 7* (Bergen: CMI, mai 2008). www.cmi.no/publications/file/?3027=the-impact-of-information-and-accountability-on.

64 Wikipedia, 'Public sector'. Site visité le 15 juillet 2009. http://en.wikipedia.org/wiki/Public_sector; InvestorWords, 'Public sector'. Site visité le 15 juillet 2009. www.investorwords.com/3947/public_sector.html; OCDE, 'Glossary of Statistical Terms'. Site visité le 15 juillet 2009. <http://stats.oecd.org/glossary/>.

65 Wikipedia, 'Revolving doors'. Site visité le 15 juillet 2009. http://en.wikipedia.org/wiki/Revolving_door; PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008).

66 Revolving Door Working Group, 'A Matter of Trust: How the Revolving Door Undermines Trust in Public Confidence in Government – And What we Can do About It' (2005). Site visité le 15 juillet 2009. www.lobbyinginfo.org/documents/Revolv_Summary.pdf.

67 H. Yu and A. Guernsey, *What is the Rule of Law*. Center for International Finance and Development. (Iowa City, Iowa: University of Iowa, 2005). www.uiowa.edu/ifdebook/fag/Rule_of_Law.shtml; R.K. Belton, 'Competing Definitions of the Rule of Law: Implications for Practitioners', *Carnegie Paper No. 55* (Washington, DC: Carnegie Endowment for Peace, Janvier 2005). www.carnegieendowment.org/files/CP55.Belton.FINAL.pdf.

68 L. Toomey and J.A. Thier, 'Bridging Modernity and Tradition: Rule of Law and Search for Justice in Afghanistan'. *USI Peace Briefing* (Washington, DC: US Institute of Peace, Octobre 2007). www.usip.org/pubs/usipeace_briefings/2007/1031_afghanistan.html.

69 OCDE, 'Guidelines for Multinational Companies'. Site visité le 15 juillet 2009. <http://www.oecd.org/dataoecd/56/36/1922428.pdf>; UNODC, *The Global Programme Against Corruption – UN Anti-Corruption Toolkit*, 3ème édition (Vienne: UNODC, 2004); International Chamber of Commerce, 'Policy and Business Practices: Anti-Corruption'. Site visité le 15 juillet 2009. www.iccwbo.org/policy/anticorruption/id13018/index.html.

70 Social Weather Stations, *2005 SWS Survey of Enterprises on Corruption: Solicitation of Bribes*. Site visité le 15 juillet 2009. www.sws.org.ph/pr0500725.htm.

71 J. Hellman and D. Kaufmann, 'Confronting the Challenge of State Capture in Transition Economies', *Finance & Development*, vol. 38, no. 3 (2001). www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2001/09/hellman.htm; D. Kaufmann, F. Rekanatini, S. Biletsky, *Assessing Governance: Diagnostic Tools and Applied Methods for Capacity Building and Action Learning* (Washington, DC: Banque Mondiale, 2002); U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008).

72 P. Dauvergne, 'Weak States and the Environment in Indonesia and the Solomon Islands', *Resource Management in Asia Pacific Working Paper No. 10*. (Canberra: The National University of Australia, 1997). http://rspas.anu.edu.au/papers/rmap/Wpapers/rmap_wp10.pdf.

73 U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; OCDE, 'Glossary of Statistical Terms'. Site visité le 15 juillet 2009. <http://stats.oecd.org/glossary/>; Transparency International (TI), *Combating Corruption in Judicial Systems* (Berlin: TI, 2007). www.transparency.org/content/download/27437/413264/file/Judiciary_Advocacy_ToolKit.pdf; TI and UN-Habitat, *Tools to Support Transparency in Local Governance* (Kenya and Berlin: TI and UN-Habitat, 2004). W. Visser, D. Matten, M. Pohl and N. Tolhurst. *The A to Z of Corporate Social Responsibility* (London: Wiley, 2008). D. Brinkerhoff and A. Goldsmith, 'Clientelism, Patrimonialism and Democratic Governance: An Overview and Framework for Assessment and Programming', Abt Associates prepared for USAID (Bethesda, MD: Abt Associates, 2002). http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnac426.pdf.

74 Right2Info, 'Asset Declarations'. Site visité le 15 juillet 2009. www.right2info.org/information-of-high-public-interest/asset-declarations.

75 U4 Corruption Glossary. Website. www.u4.no/document/glossary.cfm; TI and UN-Habitat, *Tools to Support Transparency in Local Governance* (Kenya and Berlin: TI and UN-Habitat, 2004); PNUD, *Tackling Corruption, Transforming Lives: Accelerating Human Development in the Asia and the Pacific* (New Delhi: Macmillan, 2008); UNODC, 'Tool #33, Whistleblowers', p. 448, *The Global Programme Against Corruption – UN Anti-Corruption Toolkit*, 3ème édition (Vienne: UNODC, 2004). www.unodc.org/documents/corruption/publications_toolkit_sep04.pdf.

76 Global Integrity, *Global Integrity Report: South Africa Scorecard* (Washington, DC: Global Integrity, 2008) <http://report.globalintegrity.org/South%20Africa/2008/scorecard/59>.



Secrétariat International
TRANSPARENCY INTERNATIONAL
Alt-Moabit 96
10559 Berlin, Allemagne
Téléphone : +49-30-343820 -0
Télécopie : +49-30-347039 -12
ti@transparency.org
www.transparency.org